



## **23 HEURES 59**

Ça y est, nous y sommes.

Nous sommes le 3 juillet 2024 et l'extrême-droite est en passe de prendre le pouvoir par les urnes.

« On n'a jamais essayé », paraît-il. Sauf en 40, évidemment, mais il semblerait que cette période de l'Histoire ait été effacée de la mémoire collective.

L'extrême-droite a tellement pris ses aises, encravatée et souriante sur les plateaux de télé, disciplinée et rassurante sur les bancs de l'Assemblée, qu'elle en est devenue fréquentable, respectable même, partenaire de choix et d'opportunité pour voter contre l'augmentation du SMIC ou soutenir une énième loi anti-immigration portée par une Macronie en perdition.

Choyé ou épargné par une sphère médiatique avide de coups d'éclat et de bons mots générateurs de clics, le Rassemblement National a tracé son sillon, de la dédiablement jusqu'à la normalisation, parvenant à faire oublier qu'il était un héritier de Pétain, un parti réactionnaire, antirépublicain et xénophobe, une imposture sociale hostile aux classes populaires dont il prétend défendre les intérêts.

Car ne nous y trompons pas : derrière les dents étincelantes et le discours policé, l'extrême-droite, c'est la mise au pas des contre-pouvoirs, le recul du droit des femmes à disposer de leur corps, le tri des citoyens selon leur origine, leurs opinions ou leur orientation sexuelle, la répression syndicale, la surveillance généralisée... l'extrême-droite, c'est la droite dans ce qu'elle peut faire de pire, la droite brutale avec un supplément de racisme.

Pour la section Solidaires Douanes Garde-Côtes, l'hypothèse de l'arrivée du RN au pouvoir est d'autant plus préoccupante que notre administration est en première ligne, directement concernée par les orientations politiques en matière de traitement des personnes en exil.

Depuis 2016 déjà, la France s'illustre par sa stratégie indigne du « *zéro point de fixation* », consistant à harceler quotidiennement les migrants présents sur son sol, à détruire leurs campements de fortune, à lacérer leurs tentes, à les priver d'accès à l'eau ou à la nourriture, à réprimer les associations qui leur viennent en aide et à empêcher les journalistes de rendre compte de la situation.

Au cours des dernières années et face à l'augmentation exponentielle des tentatives de traversées de la Manche, les pouvoirs publics semblent déterminés à vouloir empêcher à tout prix les départs d'embarcations vers le Royaume-Uni, avec pour conséquence inévitable un recours accru à la coercition et des mises en danger délibérées des personnes exilées, mises en lumière et documentées de manière indiscutable par des enquêtes journalistiques internationales publiées dans des titres de presse de référence.

Jusqu'à présent, l'administration des douanes, et en particulier la Direction Nationale Garde-Côtes dont nous saluons ici l'éthique, s'est toujours montrée irréprochable, n'engageant ses moyens et ses équipages que pour des seules opérations d'assistance et de sauvetage.

C'est à la fois un motif de fierté et de satisfaction.

Mais demain ?

Qu'advient-il si un gouvernement d'extrême-droite décide de s'affranchir des conventions internationales supposées garantir les droits fondamentaux de l'être humain ?

Qu'advient-il si un député européen fraîchement élu sous les couleurs du RN, un ancien directeur de Frontex contraint à la démission pour avoir couvert des refoulements illégaux en mer, en vient à prendre la tête d'un grand ministère de l'immigration ?

Qu'advient-il si les ordres manifestement illégaux auxquels tout fonctionnaire a le devoir de désobéir deviennent subitement légaux au détour d'une loi scélérate adoptée par une Assemblée Nationale aux 50 nuances de brun ?

Pour Solidaires, la réponse est claire et sans ambiguïté :

**NOUS DÉSOBÉIRONS !!!**

En attendant, mobilisez-vous, convainquez autour de vous !

Ne baissez pas les bras, ne baissez pas les yeux !

Nous sommes le 3 juillet 2024 et il est 23h59.

L'extrême-droite est aux portes du pouvoir.

